vendredi 13 janvier 2012 Quotidien n° 39174 **1,40 €**

Un hiver rude pour les sans-abri

Une demande de logement d'urgence sur deux n'a pas été honorée en décembre. Des places d'accueil prévues en cas de grand froid n'ont pas été ouvertes P. 2-3

Vent de réformes en Birmanie

Un cessez-le-feu a été signé hier entre le régime et la guérilla karen. Le nouveau président semble décidé à poursuivre l'ouverture en direction de l'opposition P. 8



Aung San Suu Kyi, le 31 décembre dernier à Rangoun, au milieu de militants de la Ligue nationale pour la démocratie.

FRANCE

Le succès grandissant des écoles privées musulmanes Cahier central Forum & débats Éloge de la convivialité

CULTURE

Suresnes cités danse, vingt ans de hip-hop métissé



Éditorial

par Jean-Christophe Ploquin

Ouverture

C'est une période passionnante que traverse la Birmanie. Ce pays d'Asie du Sud-Est, dirigé presque sans discontinuer par des militaires depuis son indépendance en 1948, pourrait en effet faire l'expérience de la démocratie dans les prochaines années. Depuis mars 2011, un nouveau régime « civil », constitué en fait d'anciens généraux, a pris plusieurs mesures spectaculaires. En faveur, notamment, d'Aung San Suu Kyi, opposante historique qui reçut le prix Nobel de la paix en 1991 : l'obligation qui lui était faite de vivre en résidence surveillée a été levée ; son parti, la Ligue nationale pour la démocratie, a été de nouveau légalisé; et elle devrait être élue au Parlement lors de prochaines élections en avril. Plus largement, la censure s'est allégée dans les médias ; l'étau s'est desserré sur les temples bouddhistes contestataires; de nombreux détenus ont été relâchés; et des négociations ont été amorcées avec les minorités ethniques en révolte depuis des dizaines d'années. Hier, un cessez-le-feu a été signé avec le principal groupe rebelle karen. Aung San Suu Kyi, qui a déjoué par le passé tant de pièges posés par la junte, accorde prudemment du crédit à ces ouvertures. « La Birmanie est proche d'une avancée décisive vers la démocratie », a-t-elle affirmé mercredi. Les pays occidentaux, qui appliquent des sanctions contre le régime depuis 1996, s'interrogent sur la pertinence de les lever. La semaine dernière, le chef de la diplomatie britannique William Hague a jugé qu'il était encore trop tôt. Il recommande d'attendre « la libération de tous les prisonniers politiques restants, l'organisation d'élections libres et justes, l'accès humanitaire aux peuples en zones de conflit et des gestes crédibles vers la réconciliation nationale ». Son homologue français Alain Juppé sera ce week-end à Rangoun pour se faire une opinion.

Plusieurs raisons peuvent expliquer ces évolutions. Une relève des générations s'est produite l'an dernier et les nouveaux dirigeants se sentent capables d'instaurer un certain pluralisme sans menacer le rôle dirigeant de l'armée. Leur dépendance croissante à l'égard de la Chine a dû, aussi, les inquiéter. Or un rééquilibrage de leurs relations avec l'Inde voisine et l'Occident passe par des avancées sur les droits de l'homme et l'économie de marché. Cette bouffée d'oxygène devrait s'accompagner d'un développement économique favorable à la population.

SERVICES

Annonces légalesP.	9
LiturgieP.	4
Carnet-Météo-Mots-croisés	20
Bourse	2
TélévisionP.	22

2012 PRÉSIDENTIELLE

À LA RENCONTRE

DES FRANÇAIS (5/10)Guéret bataille

pour conserver ses services publics P. 23